

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des affaires sociales et de l'emploi L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information – Point d'information OTC-OMC des CE
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Échafaudages mobiles
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Règlement du Secrétaire d'État aux affaires sociales et à l'emploi mettant en application l'article 11, alinéas 1 et 3 de la Loi sur les équipements dangereux (Exemption concernant les échafaudages mobiles)
6.	<p>Teneur: Les échafaudages mobiles sont exemptés de l'application des règles du Décret n° 1 sur les appareils élévateurs en matière de fabrication et d'inspection à condition qu'ils satisfassent aux exigences essentielles de sécurité et de santé relatives à la conception et à la construction des machines et des composants de sécurité (article 2 a), première phrase) énoncées à l'annexe 1 de la directive 89/392/CEE. De plus, des mesures techniques doivent être prises afin de prévenir les risques de chute d'objets depuis la plate-forme de l'appareil élévateur, les dangers liés à l'accès au point bas du volume parcouru par la plate-forme de l'élévateur et les risques que présente le passage d'une plate-forme à l'autre à une certaine hauteur (article 2 a), deuxième phrase). La vitesse maximale de déplacement de la plate-forme ne doit pas dépasser 0,2 mètre par seconde (article 2 b)).</p> <p>Les échafaudages mobiles doivent être à commande manuelle (article 2 b)). Ils doivent en outre être homologués et faire l'objet d'inspections périodiques (tous les six mois) après leur mise en service (article 2 c) et g)). Le règlement renferme une disposition prévoyant la reconnaissance mutuelle (article 2 h)).</p>
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Étant donné que les directives 89/392/CEE et 95/16/CE ne couvrent pas les échafaudages mobiles, le Décret n° 1 sur les appareils élévateurs pris au titre de la Loi sur les équipements dangereux est d'application. Comme les règles énoncées dans le Décret n° 1 sur les appareils élévateurs ne se rapportent pas aux échafaudages mobiles, ceux-ci sont exemptés de l'application de certaines dispositions. Le règlement notifié vise à rendre sûre l'utilisation des échafaudages mobiles comme monte-charge de chantiers.

8.	Documents pertinents: Décret n° 1 sur les équipements dangereux et Décret n° 1 sur les appareils élévateurs
9.	Date projetée pour l'adoption: 13 octobre 1998 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 14 octobre 1998
10.	Date limite pour la présentation des observations: 12 octobre 1998
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de téléfax d'un autre organisme: